

**ÉGYPTE**  
monde arabe

**Égypte/Monde arabe**

7 | 2010

Fabrique des élections

---

## Représentations du rôle du député chez les électeurs égyptiens : le cas des circonscriptions 24 et 25 de Héliouane

Nefissa Hassan Dessouki

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/2983>

DOI : 10.4000/ema.2983

ISSN : 2090-7273

### Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010

Pagination : 47-67

ISBN : 978-2-905838-45-2

ISSN : 1110-5097

### Référence électronique

Nefissa Hassan Dessouki, « Représentations du rôle du député chez les électeurs égyptiens : le cas des circonscriptions 24 et 25 de Héliouane », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Troisième série, Fabrique des élections, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/2983> ; DOI : 10.4000/ema.2983

---

## RÉSUMÉ

REPRÉSENTATION DU RÔLE DU DÉPUTÉ CHEZ LES ÉLECTEURS ÉGYPTIENS.  
LE CAS DES CIRCONSCRIPTIONS 24 ET 25 DE HÉLOUANE

L'article décrit le déroulement de l'élection dans deux circonscriptions du Caire qui se caractérisent par la part croissante des liens localistes dans le choix du candidat et une forte présence des Frères musulmans dont le premier député fut issu de la circonscription de Héliouane avant sa division pour permettre au ministre de la Production militaire de s'assurer un siège. L'étude s'interroge sur la nature des représentations du rôle de député par les électeurs et sur son rôle éventuel dans le choix ou le « vote ». On se penche aussi sur les autres critères entrant en considération – clientélisme, usages de la religion – à la lumière de la carte sociale, politique et économique de ces deux circonscriptions.



## REPRÉSENTATIONS DU RÔLE DU DÉPUTÉ CHEZ LES ÉLECTEURS ÉGYPTIENS : LE CAS DES CIRCONSCRIPTIONS 24 ET 25 DE HÉLOUANE

Le fonctionnement des élections dans la zone de Héliouane ne diffère guère d'une façon générale de celui des élections législatives de 2005 ailleurs en Égypte. Dans ce quartier, les élections ont eu lieu lors de la première étape de l'opération électorale, avec toutes les particularités de cette dernière : calme relatif et absence d'utilisation de la violence par l'État contrairement à ce qui s'est produit pendant la deuxième étape, notamment pour empêcher les électeurs d'accéder à leur bureau de vote.

Ces élections ont souffert des inconvénients habituellement décrits par les observateurs et les chercheurs à propos du déroulement des élections en Égypte : trop grand nombre d'électeurs par bureau de vote dans toutes les circonscriptions, irrégularités dans l'établissement des listes électorales – qui comportent notamment des répétitions et le nom de personnes décédées alors que le nom de certains électeurs n'y figure pas – vote collectif, utilisation de moyens de transport publics pour acheminer certains électeurs, corruption directe et indirecte sous diverse formes. Une nouveauté pourtant marque ces élections : les 88 sièges de députés obtenus par les Frères musulmans dont deux à Héliouane. C'est à Héliouane que le premier député des Frères musulmans, le cheikh Youssef Al Badari, obtint un siège si l'on ne tient pas compte de l'émergence du phénomène des « indépendants » notamment à l'occasion des élections de 2000.

Auparavant, la zone de Héliouane recouvrait une seule et unique circonscription. Elle fut divisée en deux en raison de la présence du siège des usines militaires de Héliouane. Cette division offrit une occasion permanente au ministre de la Production militaire de remporter les élections législatives, notamment grâce à l'invention d'un type nouveau de fraudes. Le ministre eut en effet l'idée de transférer l'inscription de tous les ouvriers des usines de production militaire vers les listes électorales de Héliouane afin de garantir sa

victoire aux élections, en accordant par exemple des avantages aux ouvriers pendant l'opération électorale, notamment une indemnité équivalant à deux mois de salaire, versée en deux fois : une première moitié le jour des élections et l'autre après l'annonce des résultats. Par ailleurs, l'ex-ministre des Affaires islamiques, Mohammed Ali Mahgoub, est issu de cette zone et bénéficie du soutien d'une importante « *'asabiyya* ». C'est pourquoi il était devenu impératif de diviser la circonscription en deux pour garantir au Parti national démocratique (PND) deux sièges au Parlement (Assemblée du Peuple) sans qu'il n'ait à fournir d'effort. Toutefois, dans les deux circonscriptions, le siège réservé aux ouvriers a toujours fait l'objet d'une lutte dans laquelle les Frères musulmans sont apparus comme les principaux concurrents du PND. Grâce à leur nombre et une action organisée, ils obtinrent les deux sièges ouvriers de Hérouane. Le caractère essentiellement ouvrier de la zone a pu laisser penser que le candidat de « la gauche » pouvait remporter ce siège. C'est ce qui incita la Maison des services ouvriers de Hérouane à présenter Mustafa 'Abd al-Ghaffâr aux élections législatives de 1995 et Kamâl 'Abbâs en 2005. Aucun d'entre eux ne parvint à récolter plus de 600 voix.

Arrêtons-nous sur ces deux circonscriptions pour connaître la « nature des représentations du député chez leurs électeurs » et son rôle éventuel dans le choix de leur représentant au Parlement. L'article tentera de comprendre si ces représentations influent sur le choix ou, si l'on préfère, sur le « vote ». À partir de là, il faudra nous interroger sur l'utilité de l'opération électorale du point de vue des électeurs et l'image qu'ils se font du député et de son rôle.<sup>1</sup>

## L'UTILITÉ DE L'OPÉRATION ÉLECTORALE SELON LES ÉLECTEURS

Avant d'aborder l'image du député chez les électeurs égyptiens, on reviendra sur la manière dont ces électeurs perçoivent les élections. Un sondage réalisé peu avant les élections de 2000 indique que 59 % des personnes interrogées (1 600 citoyens) pensent que leur voix pèse dans les élections législatives, 7,9 % pensent que leur voix a peut-être du poids tandis que 20,7 % sont certains que leur voix n'a aucune valeur.<sup>2</sup>

---

1. On s'appuie ici sur des entretiens ouverts avec un certain nombre de personnes s'étant rendues aux bureaux de vote des deux circonscriptions pendant les deux jours du scrutin – le jour du premier et du deuxième tour des élections – ainsi que sur plusieurs entretiens avec des jeunes gens menés la veille des élections. Les entretiens portaient sur l'utilité de l'élection et la représentation du parlementaire et le rôle que lui prêtent les personnes interrogées

2. Sana' Fuâd 'Abdallâh, « Intikhabât 2000 wa mu'asharât al-tatawur al-siyâsî fî Misr » [Élections de 2000 et indicateurs du développement politique en Égypte], *Al-mustakbal al-'arabî*, n° 263, janvier 2001, p. 14.

La proportion de 20,7 % des électeurs ne faisant aucune confiance au processus électoral est loin d'être négligeable. Voyons ce que pense l'échantillon de population interrogé pour cette étude. Au cours d'une conversation avec plusieurs jeunes gens âgés de vingt à trente ans la nuit des élections à Hélouane – tous vendeurs de fruits sur la place de la station de métro – l'un d'eux note : « *D'après nous, tout cela, c'est de la parlotte. Le gouvernement nous donne des coups de pied. Quand ça devient sérieux, il n'y a plus personne avec nous* ». Un autre ajoute : « *Ces élections ne vont rien apporter ni aujourd'hui ni dans cent ans* ». Un troisième : « *Nous n'avons pas de carte d'électeur* ». Un quatrième : « *De toutes façons, nous n'irions pas voter. Même si nous étions inscrits, nous n'irions pas voter. Est-ce que le gouvernement nous sert à quelque chose ?* ». Un cinquième commente la conversation en faisant le clown et en criant : « *Gloire à toi ô Dieu, enfin quelqu'un va écouter notre voix* ». Un enfant d'une dizaine d'années rivalise dans la plaisanterie et lance : « *Je veux me présenter aux élections, Ahmad 'Abd al-Rahîm avec comme symbole la cage* ». La cage, peut-être comme symbole des cageots dans lesquels il vend des fruits...

Ce qui précède nous éclaire sur une des perceptions courantes de l'élection chez certains électeurs : son inutilité, l'amalgame entre la fonction de député et l'appartenance au gouvernement, le député étant perçu comme représentant le gouvernement et non pas comme un représentant du Peuple. Cet amalgame renseigne à la fois sur la méconnaissance du rôle du député mais aussi sur les ambiguïtés liées à ce rôle comme le fait qu'un des candidats au Parlement soit ministre ou encore que la grande majorité des membres du Parlement soient membres du PND, le parti au pouvoir. Les électeurs en viennent alors à confondre appartenance à ce parti et détention d'un mandat parlementaire. La dégradation de l'action de l'appareil gouvernemental entraîne une perte de confiance des électeurs en leur gouvernement et décrédibilise l'utilité de l'élection. Ajoutons ce qu'a exprimé le jeune homme de façon bruyante, conscient de l'absence des autorités, par sa phrase : « *Gloire à toi ô Dieu, enfin quelqu'un va écouter notre voix* ». Il indiquait ainsi que la chercheuse, d'abord prise pour une journaliste, pourrait faire parvenir leur voix au gouvernement qui, selon eux, ne s'intéresse pas aux jeunes. Cette phrase souligne encore une fois le décalage et le manque de confiance existants entre les électeurs et leurs représentants.

Pour confirmer l'inutilité de l'élection, un électeur dit : « *J'ai assisté à de nombreux meetings, organisés par de nombreux candidats. Ils disent qu'ils feront ceci et cela puis après les élections on n'en voit plus un seul* ». Un autre abonde dans le même sens : « *En fin de compte, celui qui va l'emporter, nous ne le verrons que dans cinq ans, deux mois avant les élections* », un autre électeur note : « *Après avoir obtenu son siège, le député on ne le voit plus* ». Une femme au visage voilé confirme : « *Aux élections, un tel va gagner et*

*un tel, mais nous nous ne verrons personne », un autre électeur ajoute : « Le Parlement c'est un siège et c'est tout, chacun cherche un siège sur lequel s'asseoir et c'est tout. Après la victoire, il se tire et s'assoit dans sa villa, ce qui compte le plus pour lui c'est l'immunité. Et encore, si seulement il gagnait pour de vrai, il gagne en fraudant ».*

Malgré leurs divergences et le fait qu'ils participent au scrutin en votant, ces électeurs doutent tous de la crédibilité du rôle que peut jouer un député. Ils considèrent que le candidat aux élections législatives se soucie peu d'être présent ou visible dans la circonscription électorale si ce n'est juste avant et pendant l'élection, avant de disparaître complètement.

Cette position par rapport à l'utilité des élections consistant à s'abstenir de voter se retrouve chez certains citoyens suivant attentivement la campagne et se postant près des bureaux de vote sans pour autant participer au vote. Un des citoyens interrogés indique : *« Je n'ai pas pris de carte d'électeur, parce que de toutes façons je n'aime pas les élections. Personne n'agit de façon à plaire à Dieu. Il n'y a aucun gouvernant juste dans toute la région »*. Une jeune fille d'une vingtaine d'années ajoute : *« Je n'ai pas de carte d'électeur. Cela ne vaut pas le coup. Aller et venir, chercher mon nom dans la liste et ensuite qui sait si ma voix arrivera ou pas ? »*. Un autre abstentionniste renchérit : *« Mais qu'est-ce que je peux bien avoir à voir avec les élections ? Je suis venu me promener. Voter, mais pourquoi ? Aussitôt assis sur son siège, [le candidat] oublie tout »*. Un autre se désole : *« Les candidats ne font rien. Je leur donne ma voix pour qu'ils ne fassent rien »*.

L'abstention est ainsi directement liée au manque de confiance dans la crédibilité des députés mais aussi à la défiance pour le processus électoral lui-même. Un fonctionnaire nous le confirme : *« Ces élections, là c'est du n'importe quoi. Écris-le comme je le dis, du n'importe quoi, du vent ! Nous n'en tirons aucun bénéfice. Ici dans la circonscription, on ne les voit qu'au moment des élections, le jour des élections. Un point c'est tout. Puis le lendemain, rien ! »*. Un habitant s'exprime sur l'absence du député dans la circonscription : *« Celui qui vient nous souhaiter bonne fête au mois de Ramadan 2005 et qu'on ne voit pas de 2000 à 2005. Ramadan ce n'est pas qu'en 2005, mais aussi en 2003, en 2001 »*. Un autre ajoute : *« Le député travaille dans son seul intérêt et personne ne le voit en-dehors des campagnes »*. Abondant dans le même sens, un autre nous indique encore : *« Le député n'est pas présent parmi les gens. Après leur victoire, on ne les voit plus que tous les cinq ans. Un mois avant l'élection, personne ne les voit plus de deux mois avant le scrutin. Ils font leur propagande et des meetings. Si un jour quelqu'un va en voir un, il lui ferme la porte au nez »*. Comme nous l'avons noté auparavant, l'absence du candidat dans la circonscription électorale et le fait qu'il ne réponde pas aux demandes des électeurs sont parmi les principales causes de l'abstentionnisme.

Un citoyen interrogé explique l'abstentionnisme par le chômage et l'absence de solution apportée par les candidats : « *Le manque d'intérêt de la population, c'est parce que les gens ne sont convaincus ni par les élections ni par les candidats. Mon père est à la retraite et il a trois enfants au chômage. Pourquoi irait-il voter ?* » Un autre citoyen apporte une explication différente et attribue l'abstention à la crédibilité de l'élection : « *Les élections sont un échec, à cause de la fraude : c'est une étape ratée* ». La pratique de la fraude électorale et le manque de confiance des électeurs dans les résultats comptent parmi les causes d'abstentionnisme.

### L'IMAGE DU DÉPUTÉ AUPRÈS DES ÉLECTEURS

D'après de nombreuses études, l'image du candidat aux élections législatives est un facteur important dans le choix du candidat. Ces travaux notent que chaque candidat déploie un effort considérable pendant la campagne et l'élection pour se présenter sous un jour susceptible, selon lui, de lui garantir la victoire. Cette image repose essentiellement sur un certain niveau d'harmonisation entre les attentes des électeurs et le comportement du candidat durant l'élection.<sup>3</sup>

Outre l'image du député, les études sur la campagne électorale font apparaître plusieurs autres facteurs clés : différence de nature des électeurs d'une société à une autre, d'une région à une autre pour une même société, caractéristiques de l'élection au sein de la société ancrées à travers les pratiques électorales passées.<sup>4</sup> Ajoutons que l'image du député transmise par les médias et la littérature savante est fortement négative. En effet, le plus apparent est l'image d'un député à la mauvaise réputation. Trois figures prévalent : le député analphabète qui s'endort pendant les séances du Parlement et se prononce en faveur de toutes les décisions gouvernementales, le député voleur et corrompu qui souhaite obtenir un siège pour bénéficier de l'immunité parlementaire et enfin le député homme d'affaires qui essaie de tirer profit de son siège au Parlement pour élargir son cercle de contacts et de relations au sein de l'appareil administratif et politique et ainsi faire prospérer ses affaires.<sup>5</sup>

---

3. Dan D. Nimmo, *Popular Images of Politics*, Prentice-Hall, Inc Englewood Cliffs, New Jersey, 1974, p. 11-13.

4. Samar Hossam Abd El-Bary, *Televised Electoral Campaigns: A Content Analysis of the November 1995- Party Programs*, mémoire de master, American University of Cairo, 1999.

5. Sara Ben Nefissa et Alâ' Al-Dîn Arafat, *Al-intikhabât wa az-zabâ'inîya al-sâyâsiya fi Misr, tajdîd al-wusâtâ' wa 'awdat al-nâkhib* [Élections et clientélisme politique en Égypte, renouveau des intermédiaires et retour de l'électeur], Cairo Institute for Human Rights Studies, *série Qadâyâ al-islâh*, 2005, p. 25.



Le portrait des candidats aux législatives, tracé par les électeurs de Hélouane, est pluriel. À cette pluralité d'images répond une pluralité de conditions posées par ces mêmes électeurs, conditions fondamentales ou caractéristiques essentielles qui devraient selon eux se retrouver chez un député. Tout d'abord, une série d'images abstraites du député est proposée par un nombre limité d'électeurs : « *Une personnalité instruite, ouverte, au passé propre* », « *un homme qualifié du point de vue du savoir, de l'esprit et du discours, sur un critère culturel* ». Ici, les électeurs estiment que le critère des études est important, mais aussi celui de la culture d'après un électeur. Dans le même sens, un autre électeur nous dit : « *Un candidat aux élections législatives doit avoir des notions sur toutes les questions politiques* », d'autres électeurs ajoutent « *l'audace* » comme qualité nécessaire du député pour qu'il puisse revendiquer leurs droits en leur nom. Dans ce qui suit, nous allons tenter de connaître les différentes images du député chez les électeurs de Hélouane, liées dans leur esprit à un modèle particulier, incarnant une sorte de pouvoir : politique, financier, familial ou religieux.

## Pouvoir politique

La figure du député « *détenteur de pouvoir* » est une des figures dominantes, défendue avec force par les sympathisants du PND. Ce pouvoir permettant, selon eux, de répondre à leurs demandes. Il peut s'agir, par exemple, du pouvoir d'un « *ministre* » comme l'indique cet électeur : « *Chaque fois que l'homme est ministre, qu'il a un bon poste, nous espérons qu'il nommera nos enfants. Nos enfants traînent dans les rues, j'en ai six de ton âge à peu près, cloués à la maison. Ils ont une licence de droit, une licence de lettres et pas de travail* ». Ici l'électeur lie l'image au rôle ; il lie la position de ministre à la capacité à trouver des emplois aux jeunes gens. Dans le même cadre, un autre électeur note : « *Nous l'avons choisi parce qu'il est ministre et qu'il peut nous offrir des services. Ce n'est pas la même chose si c'est un ministre qui parle ou un simple député* ». Le poste de ministre semble rendre sa voix plus puissante que celle d'autres députés.

À l'inverse, d'autres électeurs critiquent le cumul entre poste au gouvernement et candidature au parlement. Un électeur nous dit : « *Il y a deux candidats qui réquisitionnent les moyens du gouvernement dans leur campagne, et utilisent de l'argent de l'État, de l'argent du peuple. En principe, les députés devraient renoncer à tout poste avant de se présenter à l'élection législative* ». Un autre ajoute : « *Les élections sont honnêtes à l'intérieur et c'est tout. Le président du conseil d'administration de la société de ciment devrait quitter la société parce qu'il exploite son pouvoir* ». Cet électeur met en garde contre l'utilisation abusive des postes et des moyens gouvernementaux dans la campagne électorale, à laquelle ont effectivement eu recours les candidats du PND pendant leur campagne électorale.

D'autres raisons sont aussi mobilisées pour motiver la désapprobation à la candidature de détenteurs de postes gouvernementaux aux élections législatives : « *Un ministre, vous pensez qu'on va le voir ? [Le député] devrait être quelqu'un de la circonscription que je peux rencontrer à tout moment. Nous voulons que celui de notre circonscription marche sans garde du corps* ». L'emploi du temps chargé des responsables gouvernementaux et leur manque de disponibilité pour rencontrer les habitants de la circonscription sont les principales causes avancées pour refuser leur voix à ce genre de députés, en plus de l'image des gardes du corps accompagnant les responsables de l'État et mettant une barrière de taille entre le peuple et eux.

Commentant la méthode employée par un candidat dans sa campagne, qui utilise « le son de la sirène d'une voiture de police », un électeur nous dit : « *Les policiers et les militaires ne devraient pas participer aux élections, ils devraient quitter leur poste avant de se présenter* ». Ainsi, pour une grande partie des électeurs, les personnes occupant des postes gouvernementaux – ministres, hauts fonctionnaires, militaires, fonctionnaires de police – ne se conforment pas à ce que l'on attendrait d'un candidat aux législatives et ne devraient pas se présenter. Ils estiment qu'un candidat au Parlement devrait démissionner de tout poste gouvernemental qu'il occuperait afin de pouvoir participer de façon honnête et impartiale sans s'appuyer sur de quelconques ressources de pouvoir.

### Pouvoir financier

Le « pouvoir de l'argent » est illustré par cette phrase d'un groupe de jeunes filles : « *n'importe qui peut se présenter aux élections, n'importe qui, s'il a de l'argent* », l'une d'elles ajoute : « *Le père d'une de mes amies voulait se présenter, puis il a changé d'avis en se disant que les élections allaient coûter très cher* ». Pour ces jeunes filles, il suffit d'être nanti pour participer aux élections, éventuellement sur aucun autre fondement, en raison des dépenses exorbitantes nécessaires à la campagne, d'autant plus que le pot-de-vin électoral est une des armes de la bataille électorale, très fréquemment utilisée sous ses différentes formes.

Un homme de 76 ans, assis devant son domicile qui fait face à une des écoles ayant accueilli un bureau de vote nous dit : « *À l'époque, chez nous en Haute-Égypte, on disait si tu as de l'argent, on égorge pour toi, si tu n'en as pas, on te parle comme à un chien* ». Il ajoute : « *Pourquoi le candidat se présente aux élections législatives ? Il sait qu'au bout de quelques années, il deviendra millionnaire, il va dépenser un million puis en gagner plusieurs une fois élu* ». Selon lui, l'image du député est celle d'un homme pouvant dépenser sans compter. Cette qualité lui permet non seulement de participer aux élections, mais aussi de s'enrichir : « *Il deviendra millionnaire* ». L'image du « *député millionnaire* » est celle des députés tirant profit de leur position pour accroître leur fortune.

Par ailleurs, certains électeurs ont fait bon accueil à l'image du député offrant un soutien financier aux électeurs de la circonscription et leur famille. Ils y voient un signe de charité et de bienfaisance. Le mois de Ramadan, qui précédait l'élection, a fourni à plusieurs candidats une occasion en or d'afficher cette piété et de soutenir financièrement de nombreuses familles par le biais d'aumônes légales (*zakât*) afin de renforcer l'image appréciée par certains « *d'homme bon et bienfaisant* ». Cette image est un argument de propagande efficace, à tel point qu'un des candidats l'exploite de façon directe dans sa campagne ; il se décrivait dans une de ses affiches comme « *un habitant de Hérouane charitable, un homme charitable* ». Une électrice nous explique : « *Nous votons pour lui, parce qu'il ne cesse d'aider les pauvres et de prendre soin des nécessiteux, je l'aime pour le bien qu'il fait, les gens sont pauvres. Lui s'il vient dans une école comme celle-ci et qu'il y a des élèves orphelins, il paye pour leurs frais scolaires* ». En effet, plusieurs candidats ont eu recours à ce procédé : ils se sont rendus dans des écoles et ont aidé financièrement certains élèves. Une autre électrice ajoute : « *Le Hâj ... est le gardien des pauvres* », pour un autre : « *c'est le seul homme qui marche parmi nous, dans les mêmes rues que nous, il tourne avec nous [dans la circonscription]. C'est un homme sur lequel on peut s'appuyer. Nous l'aimons tous, il a aidé à s'installer cinquante mille foyers de sa propre poche* ». Selon ces électeurs, celui qui apporte une aide matérielle aux pauvres est le candidat le plus approprié pour exercer la fonction de député.

### Pouvoir familial

Certains électeurs ont mis en avant l'image du candidat issu d'une grande famille, car la *'asabîya* joue un rôle important dans le choix de nombreux électeurs. L'analyse des caractéristiques sociales, démographiques et économiques des députés élus en 2000 indique que 399 des 444 députés sont nés dans la circonscription dans laquelle ils ont été élus, les autres y résident ou y travaillent.<sup>6</sup>

Ce phénomène est particulièrement visible dans la circonscription 25, où chaque grande zone a soutenu un candidat qui en est issu comme Adel Hassan Okacha dans Tibbin, Gamal Salman dans Hérouane ville. Plusieurs candidats ont exploité leur appartenance à la zone pendant la campagne électorale, l'un d'entre eux allant jusqu'à utiliser le nom des grandes familles sans appartenir à aucune d'entre elles, conscient de l'efficacité de ces noms. Par exemple, plusieurs affiches d'un candidat indiquent « *la famille Salloum de Kafr al-Alou soutient...* », « *la famille Abu Harb soutient...* », « *la famille Abu*

---

6. Sara Ben Nefissa et Al-Dîn Arafat, *Al-intikhabât wa az-zabâ'inîya al-sîyâsîya fi Misr*, op.cit., p. 61.

*Hayba soutient... », « la famille Abou Nasr soutient... ». Une électricienne livre le commentaire suivant : « Nous le connaissons. Il est d'ici et nous le connaissons, nous connaissons son père, son grand-père, leur maison est ouverte à tous, de père en fils », un autre ajoute : « Par principe c'est un habitant du coin qui se présente aux élections et c'est lui que nous allons choisir ». Une autre électricienne confirme : « Il est d'ici et il a ouvert une usine dans laquelle il fait travailler les jeunes ». Le choix d'un fils de grande famille, « quelqu'un d'ici » selon l'expression de ces électeurs, s'explique par la connaissance personnelle qu'ont les électeurs du candidat et sa famille qui nourrit une relation de confiance. En outre lors ces familles souhaitent présenter un de leurs membres aux élections, elles n'hésitent pas à proposer différentes formes de soutien aux habitants de la zone : aide matérielle, rôle du notable auprès duquel on se rend pour résoudre problèmes et litiges à travers un système connu depuis longtemps sous le nom de *système de mandara* [salon d'été] ou *système de diwan*. Toutes les grandes familles possèdent un lieu servant aux réunions familiales mais aussi à recevoir les délégations et les autres familles : la *mandara* qui porte le nom de chaque famille, la *mandara de la famille Abou Nasr* par exemple.*

### Pouvoir religieux

Bien que seule une faible minorité des personnes interrogées ait évoqué l'image de l'homme de religion ou appartenant au courant islamiste, plusieurs candidats ont mis un soin extrême à utiliser des versets coraniques dans leur campagne. Certains ont aussi veillé à ce que les photographies présentent un « *homme barbu* », image qui, si elle doit exprimer quelque chose, exprime l'appartenance d'une façon ou une autre au courant religieux islamiste. C'est du moins ainsi que ces candidats ont voulu se présenter.

À ce propos, lors d'une conversation sur la perception du député avec des jeunes gens se présentant comme membres de l'association des Frères musulmans, l'un d'eux dit : « *Le député doit être cultivé et je suis contre les 50 % Ouvriers et paysans. Il doit être compétent en religion musulmane parce que la constitution s'appuie essentiellement sur la loi islamique* ». À une question sur les Coptes et leur droit à se présenter, il répond : « *Je n'écarte pas les Coptes, bien sûr il faut qu'ils aient un représentant* ». Un de ses compagnons complète : « *La loi et le droit islamique, si tu prends les religions musulmane et chrétienne, il n'y a pas de grandes différences. La religion de Dieu est l'islam* ». Changeant de sujet, un autre dit à propos de son association : « *Nous parlons au nom des gens, la loi est issue des gens, de la rue elle-même* ».

Cette conversation appelle plusieurs remarques. Premièrement, du point de vue de ces jeunes gens le candidat doit avant tout être musulman et compétent en matière de religion. Alors que la question sur les Coptes n'employait pas le mot « exclusion », le jeune homme a très rapidement répondu : « *Je n'écarte*

*pas les Coptes, bien sûr il faut qu'ils aient un représentant* ». Bien qu'il affirme ne pas vouloir les exclure, la rapidité et le ton de sa réponse, l'utilisation du terme « représentant » au singulier indique implicitement une forme de mise à l'écart. La communauté copte aurait droit à un seul représentant au Parlement. Quand son compagnon a cherché à reprendre la situation en main, il a noté que le contenu des deux religions du point de vue législatif ne différait pas mais pour conclure par « *la religion de Dieu est l'islam* », négation implicite des membres des autres communautés religieuses et par là de leur droit à se présenter et à être représentés. Quand le troisième compagnon a voulu confirmer leur point de vue, il a conclu la conversation par « *nous parlons au nom des gens* », le « nous » représentant son groupe « *l'association des Frères musulmans* ». Le jeune homme institue son groupe en représentant légitime de l'ensemble du peuple.

À l'opposé, un jeune homme critique le candidat des Frères musulmans : « *L'Islam est la solution et alors ? Il est musulman, moi aussi je suis musulman. Aujourd'hui les gens sont conscients, celui qui ne convient pas, on le changera* ». Il note par là que le slogan « *L'Islam est la solution* » ne comporte ni contenu clair ni programme. En rappelant une commune appartenance religieuse, il signifie que le slogan « *L'Islam est la solution* » ne suffit pas à faire élire un candidat, d'autres déterminants et d'autres qualités sont nécessaires.

## RÔLE SOCIAL DU DÉPUTÉ

Le concept de rôle est essentiel en sociologie. Le dictionnaire de sociologie de Gordon Marshall le définit comme suit : « Concept définissant la nature des attentes sociales liées à des positions et des situations sociales données, outre l'analyse de ces attentes [...]. Il existe deux courants dans la théorie du rôle, l'un attribuant une importance structurelle aux rôles établis dans le système social, les rôles deviennent un groupe articulé institutionnellement de droits et de devoirs standard [...], l'autre courant se concentre sur les opérations actives constituant la fabrication, l'attribution et la pratique des rôles ».<sup>7</sup>

Nous nous appuierons ici sur ces deux courants. Nous chercherons à connaître la vision du rôle de député chez les électeurs égyptiens et à la comparer avec le rôle attendu en théorie et en pratique. Tout d'abord, notons qu'en théorie le rôle du député consiste essentiellement en deux aspects : un aspect législatif puisque le député doit surtout se préoccuper de proposer, discuter et approuver des lois et un rôle de contrôle de l'action gouvernementale à travers des mécanismes définis au sein du Parlement.

---

7. John Scott & Gordon Marshall, *A Dictionary of Sociology*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

La perception du rôle du député chez les électeurs variait d'une connaissance complète de ce rôle – chez une minorité – à une méconnaissance totale chez la plupart d'entre eux. Cette ignorance entraîne une confusion entre rôle du député et rôle des membres des Conseils locaux comme nous l'avons exposé précédemment. À l'opposé, certains électeurs pensent nécessaire d'établir une séparation stricte entre poste gouvernemental et siège au Parlement, comme le note l'un d'entre eux : « *Le rôle du député n'est pas d'installer des égouts ou des lignes de téléphone. Le Parlement a un rôle législatif. Il est chargé de contrôler le pouvoir exécutif. Mais aujourd'hui en Égypte, le député a un rôle très marginal, est-ce qu'il peut retirer sa confiance à un ministre ? Chez nous, plusieurs ministres se sont présentés et ont gagné. Dans ces cas, est-ce logique que le député soit à la fois juge et partie ?* » Ici, l'électeur définit l'image du député comme associée à son rôle de législateur. Il considère nécessaire de séparer les pouvoirs législatif et exécutif. Cependant, cette figure précise du député-législateur est très peu répandue chez les électeurs rencontrés. Dans leur grande majorité ils confondent rôle du député et rôle exécutif des membres des Conseils locaux.

À propos du rôle législatif du député, un électeur note : « *En principe, le député doit étudier les lois et non répondre aux demandes des gens, c'est au gouvernement de s'occuper de ces questions* ». Un autre ajoute : « *Normalement, le député sert à modifier la constitution* ». Ce type d'avis restait toutefois très rare et émanait uniquement de diplômés de l'enseignement supérieur : avocats, comptables, etc.

À propos du rôle de contrôle, un électeur nous dit : « *Le député doit surveiller l'appareil administratif de l'État sous la forme de demandes d'information (talab ihâta), d'interpellations et de questions afin de limiter le pouvoir de l'appareil exécutif ; les services aux gens, c'est un rôle secondaire* ». Témoignant d'un niveau élevé de connaissance du rôle du député et des outils à sa disposition, il aborde non seulement le rôle de contrôle, mais aussi les mécanismes et les instruments à la disposition du député. Toutefois, un tel niveau de compétence politique reste extrêmement rare chez les personnes interrogées dans le cadre de cette enquête.

D'autres affirment que le rôle du député consiste à représenter le peuple devant le gouvernement : « *Il exprime notre avis, il doit être notre voix devant le gouvernement, mais réellement notre voix et non celle que le gouvernement veut entendre* ». Dans le même sens, un autre indique : « *Tous les responsables sont assis dans des tours d'ivoire, ils ne perçoivent pas la voix des gens, en principe c'est au député de faire parvenir notre voix* ». Le député devrait donc exprimer la voix du peuple et exercer son rôle de représentation face au gouvernement.

L'échantillon de personnes interrogées établit une relation entre le rôle attendu du député et certains problèmes économiques et sociaux auxquels cette

population fait face et qu'elle espère voir abordés par les députés au Parlement. Vient en premier lieu le chômage, rassemblant l'ensemble de l'échantillon, puis des questions de services publics de façon générale : logement, enseignement, santé, problèmes résultant de l'application de la loi d'urgence, difficultés des ouvriers d'usine dans cette zone avant tout ouvrière. Dans ce qui suit nous présenterons ces problèmes et les attentes des électeurs en ce qui concerne leur traitement par les députés des circonscriptions 24 et 25.

## Le chômage

Le matin de l'élection, une automobile a circulé dans les rues de la circonscription 24 et lançait le message suivant de son haut-parleur : « *Des emplois ont été créés, des emplois ont été créés. Eh oui, tout ça grâce aux qualités de son Excellence le ministre !* ».

L'ensemble de l'échantillon s'est accordé sur l'importance du problème du chômage. Toutefois, les personnes interrogées n'ont pas pu apporter de représentation claire du rôle du député dans la lutte contre le chômage. Simplement, elles estiment qu'il est nécessaire que le député joue un rôle dans cette lutte. Elles se sont longuement étendues sur le problème et ses conséquences. Une électricienne nous confie : « *Le député doit aider les chômeurs, j'ai deux enfants au chômage, un qui a terminé l'institut technique<sup>8</sup> et l'autre un baccalauréat technique. Ils n'ont pas de travail, leur père est mort et Dieu m'est témoin, il m'a laissé cinq enfants* », exprimant ainsi le lourd fardeau pesant sur elle alors que les deux jeunes gens auraient pu apporter une aide matérielle à leur mère en partageant cette responsabilité.

Sur ce même problème, un père de famille nous dit : « *J'ai cinq enfants avec un baccalauréat technique et c'est moi qui les nourrit, parce qu'ils ne trouvent pas de travail. Je suis à la retraite, je perçois 400 livres par mois qui sont dépensés le jour même. Ensuite, j'achète tout à crédit. Je veux qu'ils travaillent. Le député devrait leur trouver un travail* ». Avec cinq enfants au chômage chez lui, ce père de famille continue de faire face à de lourdes responsabilités financières.

Une écrasante majorité des électeurs ont mis en avant l'aspect le plus visible du chômage : « *Tous les jeunes sont au café* » avec ce qui s'ensuit : désœuvrement total, multiplication de la délinquance, de l'accoutumance aux stupéfiants, etc. Un jeune homme nous explique : « *La jeunesse va parfaitement bien, tous les jeunes sont sans travail. La démocratie va consister à*

---

8. Ndt : équivalent d'un brevet de technicien spécialisé (BTS).



*rouler des joints. L'herbe se vendra bientôt dans le commerce, les épiceries et les supermarchés », associant le chômage à la délinquance et la consommation de stupéfiants. Il ajoute : « Le député nous l'épaulons et lui faisons obtenir son siège, s'il nous épaula aussi et nous trouve du travail, nous le soutiendrons de nouveau, sinon nous ne le soutiendrons plus. La vie est affaire de renvoi d'ascenseur ». Il nous affirme avoir opté pour un candidat parce qu'il le pense capable de lui fournir un emploi ainsi qu'à d'autres jeunes gens.*

Une jeune fille nous parle d'un autre aspect du problème : *« Je cherche du travail. Il y a beaucoup de jeunes au chômage. Mon frère a une licence d'ingénierie mention très bien et il travaille chez un pâtissier. Je connais beaucoup de gens diplômés qui ont eu de très bonnes notes mais ne trouvent pas de travail. Le député devrait parler du problème de l'emploi des jeunes diplômés »*. Par delà le chômage, elle évoque l'obligation pour certains d'exercer des professions ne correspondant pas à leurs qualifications.

Un jeune homme abonde dans le même sens : *« Mes amis et moi avons étudié à la faculté de commerce et nous sommes au chômage. Aucun n'a trouvé de travail. Un de mes amis, diplômé de la faculté de commerce, filière anglophone, travaille chez Europa 2000, dans le ménage. Je veux dire comme homme de ménage. Ici, nous sommes dans une zone parmi les plus industrialisées d'Égypte et nous ne trouvons pas de travail. On m'a proposé un emploi à la Société nationale du ciment comme agent d'entretien... j'ai fait des études pour devenir homme de ménage ? et [...] dit qu'il va nous trouver du travail »*. Le chômage et son aggravation contraignent des diplômés d'université à occuper des emplois déclassés d'agent d'entretien ou représentant de commerce. Comme d'autres, ce jeune électeur lie son vote pour un candidat à une promesse d'emploi pour lui et d'autres jeunes gens.

### Les services publics

La grande majorité des personnes interrogées pour cette étude ont convenu de l'importance du rôle du député dans la mise à disposition de services publics : électricité, traitement des eaux, routes, moyens de transport. Elles ne font pas de différence entre le rôle du député et le travail d'un membre du conseil local. Peut-être qu'en raison du fort manque d'infrastructures et de services publics dans la zone, les habitants voient dans le député un appui leur permettant de répondre à leurs besoins en la matière ; cela dans le contexte de l'absence de rôle effectif des collectivités locales et de faible efficacité de l'appareil gouvernemental en général.

Revenant sur ce rôle de pourvoyeur de biens collectifs, un électeur note : *« Il y avait une station d'autobus, elle a été enlevée. Nous voulons que le canal soit comblé, que les chaussées et les trottoirs soient terminés. Cela fait 10 ans que personne n'est venu près de cette route, elle est pleine de bosses. Ils en font un bout puis ils ne terminent pas. Rien n'est fait correctement.*



*Le gouvernement a fait entrer l'eau dans la première ou les deux premières maisons, puis les gens ont dû continuer les connections apportée par leurs propres efforts. Pourquoi la station d'autobus a-t-elle été enlevée ? Et les services de propreté, il n'y en a pas. Le club de Kafr al-Alou est vraiment fatigué. Avec une ligne d'autobus, ils auraient vraiment rendu service à la ville. Il faut attendre une heure pour pouvoir monter dans un moyen de transport. Les transports, c'est vraiment un problème. Tous les candidats ont promis de résoudre toutes ces choses ».*

Les candidats ont promis aux électeurs de leur fournir plusieurs services publics réellement nécessaires à la zone : transports, chaussées, etc. Il faut ici considérer la participation des candidats eux-mêmes à la construction de cette image auprès des électeurs. Ils promettent des services dans l'espoir de remporter les élections. De cette façon, ils ancrent chez les électeurs la perception que les services publics locaux sont le souci du candidat. Le candidat aux législatives apparaît donc quelqu'un chargé de répondre aux besoins en matière de services publics, cela, en l'absence de conscientisation et d'information sur le rôle du député au Parlement.

Le gouvernement joue un rôle dans la consolidation de cette image en fournissant certains services publics aux citoyens pendant la campagne électorale, afin de soutenir les candidats du PND. Un citoyen nous l'indique en ces termes : « *L'électricité est arrivée, mais elle n'arrive qu'en temps d'élection* », établissant un lien direct entre la fourniture d'un service et la campagne électorale. L'obtention de ces services pendant la campagne électorale conduit les électeurs à les associer au pouvoir du candidat du PND en la matière. À ce propos, un autre électeur ajoute : « *Le gouvernement ne travaille pas et les gens ont su que le député avait apporté des services publics* ».

Cela ne se résume pas aux services d'infrastructures, mais aussi aux services éducatifs, sanitaires, de logement ainsi qu'à tous les autres problèmes dont souffrent les quartiers informels de Hérouane. Le député promet de procurer à la population ces services et de résoudre leurs problèmes, sans proposer de programme clair pour ces améliorations mais plutôt en le liant à une modification ponctuelle des politiques publiques.

Généralement, la relation entre électeurs et candidats du PND ressemble à une relation d'échange de bons procédés. Le candidat promet aux électeurs de leur apporter un certain nombre de services et ceux-ci votent pour lui dans l'espoir de voir leurs besoins satisfaits, ou dans la perspective de la mise en place de certains services publics essentiels aux citoyens dans leur vie quotidienne, que l'appareil gouvernemental aurait dû fournir sans que l'intervention d'un député soit nécessaire. Dans ce contexte, le candidat argue de la véracité de ses promesses en facilitant la mise en place de certains services nécessaires à la population pendant les élections conformément à un scénario préparé en collaboration avec les représentants locaux du gouvernement.

## L'état d'urgence

Le nombre très réduit de personnes ayant abordé le rôle législatif du député, ont aussi exprimé la nécessité d'abroger la loi d'état d'urgence comme une des missions du député. Notons que plusieurs électeurs ont évoqué les relations difficiles avec les services de police et indiqué que le rôle du député consistait notamment à régler ces problèmes de sécurité sans mentionner explicitement la loi d'état d'urgence. Cette plainte s'est faite plus insistante dans les quartiers informels comme *Ma'sara 'arabat al-wâlda* mais aussi des quartiers légaux comme *Al-hadîd wa l-sulb*.

Un électeur commente les problèmes liés à l'état d'urgence : « *La loi d'état d'urgence c'est un problème. Le commissariat nous serre la vis. Nous sommes contents chaque fois qu'un officier est muté. On se dit que ce sera mieux. Mais il fait une descente et ramasse les gens en mettant tout le monde dans le même panier, sans distinction. À mon retour du travail, ou même quand je suis en train d'attendre les transports, il peut venir me retarder et m'interpeller pour me demander où je vais et d'où je viens, fouille corporelle, humiliations. Et celui qui fait ça est un simple officier de police, un gardien de la paix. Et les brigadiers, parfois on est dans un microbus et l'un d'eux dit : "Ô Monsieur, prenons celui-là !" »*, illustrant l'exploitation abusive de la loi d'état d'urgence par les fonctionnaires de police. Un autre ajoute : « *On peut sortir le soir, se faire arrêter et avoir un procès-verbal, pour n'importe quoi. Pour ne pas aller au commissariat, il faut payer 20 livres, au minimum. Si tu n'as pas les 20 livres, tu vas au poste et on te fait signer un procès-verbal. Si tu as une lame de rasoir, le procès-verbal notera "arme blanche" »*. Ce témoignage fait apparaître non seulement les abus qu'engendre la loi d'état d'urgence mais aussi la corruption de l'appareil policier, notamment au travers de l'exemple du versement de pots-de-vin.

Un électeur nous explique le rôle du député face à ce problème : « *Le rôle du député c'est de réformer, d'essayer de faire abroger la loi d'état d'urgence, de répondre au gouvernement sur toute mauvaise décision qu'il prend, de rester dans l'opposition. Nous sommes fatigués des applaudissements. Les applaudissements, ça suffit »*. Il affirme ainsi les rôles de contrôle de l'action gouvernementale et de législateur du député. La position hostile de l'opposition et des députés « indépendants » au Parlement contre l'annonce de prolongation de la loi d'état d'urgence pour une durée de deux ans pourrait illustrer le rôle du député que revendique cet électeur.

## Les problèmes des ouvriers

En raison du caractère industriel de la zone, les problèmes des ouvriers de l'industrie sont apparus au premier plan des préoccupations des électeurs. Un ouvrier nous dit : « *Le député a un rôle législatif, ici nous sommes dans une*

*zone industrielle, son rôle devrait être de préserver les acquis dans les usines, d'arrêter les privatisations qui détruisent le pays. Elles entraînent un double chômage, la retraite anticipée devient du chômage, une naissance devient du chômage* ». Il soulève ici certains des problèmes auxquels sont durement confrontés les ouvriers égyptiens en général – la privatisation du secteur public et la retraite anticipée – considérant qu'il est du devoir des députés de se positionner contre ces politiques. Sur le même sujet, un autre ajoute : « *Que vont faire les gens qui sont partis avec une retraite anticipée une fois dépensés les deux sous qu'ils ont obtenus ? Que vont faire leurs enfants ? Comment vont faire ceux qui veulent se marier pour payer les dots ? Le député doit étudier les problèmes de gens partis en retraite anticipée* ». Cet électeur définit une mission précise à accomplir par le député : la prise en compte des enjeux liés aux transformations de l'économie égyptienne.

Un ouvrier des usines militaires ajoute : « *Nos intéressements sont faibles. Nous revendiquons une part des profits et qu'on nous trouve une solution parce que nos salaires sont faibles. Il n'y a plus d'augmentation à l'ancienneté ; cela fait trois ans que je n'ai pas touché mon augmentation. Devant une situation comme celle-ci, je revendique mes droits. Si le ministre me demande de lui donner ma voix, quand je suis dans l'isoloir personne ne sait à qui je donne ma voix* ». Il expose ici la situation des ouvriers de l'usine militaire et note qu'ils peuvent profiter de l'occasion des élections et de la candidature du ministre de la Production militaire pour revendiquer leurs droits mais que finalement, tout électeur a le droit de choisir son candidat. Comme nous l'avons noté précédemment, le ministre de la Production militaire se présente toujours dans la circonscription 24 pour garantir sa victoire. À cette fin, il offre aux ouvriers des compensations financières juste avant l'élection puis après l'annonce des résultats ainsi que d'autres types d'avantages. Il embauche par exemple les enfants de certains ouvriers.

Un ouvrier nous explique que le député doit répondre aux revendications des ouvriers : « *Le député obtient des services publics, et nos droits, pourquoi ce ne serait pas le député qui revendiquerait les droits des ouvriers ?* ». Les ouvriers des usines de Hérouane estiment que la revendication de leurs droits fait partie des nombreux rôles que doit jouer le député. Enfin, les électeurs affirment que le député doit absolument jouer un rôle dans la résolution de leurs problèmes, particulièrement l'augmentation du coût de la vie, sans toutefois expliquer clairement comment il pourrait répondre à leurs exigences.

## CONCLUSION : À PROPOS DE L'ACTION DU DÉPUTÉ

L'action réelle du député lors des précédentes sessions parlementaires contribue à définir l'image de son rôle chez les électeurs. Citons ici certains des mécanismes et instruments à la disposition du député : demande d'information, question, introduction dans le débat d'un sujet général jusqu'à l'interpellation, étape ultime, puisqu'elle peut entraîner une motion de censure contre le gouvernement, ce qui ne s'est jamais produit dans la vie parlementaire égyptienne depuis 1971. Le plus souvent, les interpellations se terminent par une proposition émanant de plusieurs députés suggérant de passer à l'ordre du jour accompagné d'un reproche adressé au gouvernement, pratique habituelle du travail parlementaire en Égypte. Entre 1971 et jusqu'à la moitié des années quatre-vingt-dix, les députés n'ont proposé de retirer leur confiance à un ministre qu'une seule fois : le 30 novembre 1987, 57 parlementaires de la Coalition du travail (Frères musulmans, parti du Travail, Indépendants) avaient retiré leur confiance au ministre de l'Intérieur après une séance de questions sur la torture dans les prisons et la violation par la police du caractère sacré de mosquées. Les parlementaires qui présentaient la motion de censure contre ce ministre savaient parfaitement que la majorité la rejetterait, mais ils cherchaient à attirer l'attention sur la possibilité d'utiliser des moyens inhabituels pour apporter un changement et refuser certaines politiques.<sup>9</sup>

Nous nous intéresserons enfin à certains résultats des rapports établis par l'Association du développement démocratique sur l'action parlementaire de 1997 à 1999. Ces rapports ont montré un absentéisme courant des députés. On y lit par exemple que lors de la deuxième session de la septième saison législative, 68 demandes d'information *ihâta* ont été discutées dont 58 déposées par le PND. Le rapport indique que près de 90 % des demandes d'information n'avaient aucun caractère important et consistaient en remerciements et louanges ou en demandes de services publics supplémentaires. De plus, la majorité des demandes d'information présentaient un caractère essentiellement local et auraient eu davantage leur place dans les conseils locaux qui s'en seraient trouvés dynamisés et auraient ainsi permis des solutions plus rapides. Il semble que les députés aient recours au Parlement afin de résoudre ces questions devant la faiblesse voire l'impotence des collectivités locales.<sup>10</sup>

---

9. Muhammad Fahim Darwish, *sûl al'amal al-barlamânî 'an al-nadhariya wa al-tatbîq fi daw' al-dustûr wa l-nidhâm al-niyâbî al-misrî* [Fondements théoriques du travail parlementaire et pratique à la lumière de la constitution et du système parlementaire égyptien], al-Mutahhida Center, Port-Saïd, 1995, p. 459.

10. « Évaluation des rôles du Parlement, premier rapport annuel, deuxième session de la septième saison législative », Association du progrès démocratique, Programme Observatoire du Parlement de 1997, p. 137.

Les travaux de la quatrième session ont connu un nouveau phénomène dans la pratique de la fonction de contrôle du Parlement consistant à cumuler ou rassembler les différents moyens de contrôle entre eux. Cette méthode fut appliquée aux demandes d'information, aux questions et aux déclarations urgentes (*bayânât 'âjila*), qui ont composé la grande majorité de la pratique de contrôle de cette session. Il faut noter que certains considèrent que s'il est vrai que la pratique du regroupement (*al-taws' fi-l-damm*) est autorisée légalement, elle exprime avant tout le pouvoir d'appréciation du bureau de la Chambre (son président et ses deux vice-présidents) et de leur point de vue sur la compatibilité politique et les considérations objectives dans la discussion de ces moyens de contrôle. Par exemple, le Parlement a discuté dans la troisième session 70 demandes d'information, dont 18 ont été regroupées. Lors de la quatrième session, 116 demandes d'information ont été discutées, dont 108 ont été rassemblées à d'autres formes de moyens de contrôle... amoindissant ainsi l'occasion pour ceux qui ont présenté les demandes d'exposer leur point de vue et de critiquer suffisamment le gouvernement.<sup>11</sup>

Les résultats du rapport montrent que les questions portaient essentiellement sur des problèmes nationaux. Le temps de discussion de ces questions ne suffisait pas à tirer tout le bénéfice de ce moyen de contrôle. En effet, le Parlement a discuté de ces questions pendant 12 séances, avec une moyenne de 6 questions par séance. Pas plus de 9,5 % des députés ont usé de leur droit à questionner. Le rapport souligne par exemple que la discussion des rapports de l'Organisme central des comptes n'a été soulevée que lors de trois séances, réduisant le nombre de participants à la discussion (227 députés seulement) malgré l'importance des rapports révélant l'action de tous les appareils gouvernementaux et le déroulement des opérations de gestion de l'argent public réalisées par l'État. Plus généralement, d'après le rapport, un tiers des députés ont cédé leur droit à légiférer, contrôler et discuter le discours de politique générale annuel du gouvernement à d'autres députés.<sup>12</sup>

Enfin, le rapport de l'Association du progrès démocratique recommande fortement au Parlement de proposer des sessions de formation à ses membres dans le domaine de la rédaction des lois ou d'organiser ces sessions dans un centre d'études parlementaires, considérant que l'absence de familiarité avec les règles de rédaction législative chez les parlementaires est le principal facteur qui les

---

11. Ali As-Sawi, *Aqyîm adâ' majlis al-cha'ab, al-in'iqâd al 'âdî al-râb ' lil-fasl at-tachrîf al-sâbi'*, 1998/99 [Évaluation de l'action du Parlement, quatrième session ordinaire de la septième saison législative 1998/99], troisième rapport annuel, Association du développement démocratique, Programme Observatoire du Parlement, 1999, p. 255-256.

12. *Idem*, p. 270-278, p. 294.

empêche de participer sérieusement aux discussions de projets de loi et plus généralement d'exercer leur rôle législatif.<sup>13</sup>

Nous pouvons en conclure que l'action médiocre des parlementaires, se reflétant dans leur faible recours aux instruments de contrôle et de législation, découle de leur image auprès des électeurs. En effet, cette image les incite à restreindre leur rôle à celui de pourvoyeur de services publics locaux, à jouer le rôle imparti aux collectivités locales.

---

13. *Idem*, p. 299.